

# "Au profit des futures générations" : Interview

Autor(en): **Mörikofer, Andreas**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 2

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-641878>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

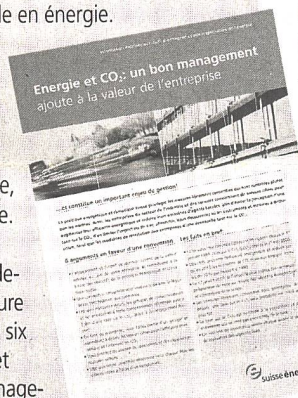
## Unique au monde

Aucun doute n'est permis: il faut baisser nos importantes émissions de CO<sub>2</sub>, limiter la consommation d'énergies fossiles, mieux utiliser nos ressources et épargner le climat. La question n'est plus quand, mais comment?

La Confédération a réglé la question en légiférant et en fixant des objectifs. Maintenant, il s'agit d'appliquer les mesures pour les atteindre. L'économie se retrouve en première ligne, d'une part vu ses importants besoins énergétiques, d'autre part avec la possibilité de modifier les processus de production. Les mœurs libérales du pays entraînent que ces objectifs doivent être le plus possible atteints sur une base volontaire.

L'Office fédéral de l'énergie (avec le programme *SuisseEnergie*) et l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) ont développé toute une instrumentation permettant à toute entreprise, grâce à des mesures adaptées, d'arriver à une production moins gourmande en énergie.

Cette édition d'*energie extra* décrit les fondements de cette recette helvétique, unique au monde. Et pour en savoir plus, il suffit de demander la brochure d'information de six pages «Energie et CO<sub>2</sub>: un bon management ajoute à la valeur de l'entreprise» éditée par *SuisseEnergie*. Elle ne décrit pas seulement le processus des conventions, mais montre aussi les avantages économiques qu'apporte l'augmentation de l'efficacité énergétique.



## POLITIQUE CLIMATIQUE

# «Au profit des futures générations»

**Andreas Mörikofer, responsable du domaine Industrie & Services, fait le point sur les conventions avec l'économie à la lumière de la politique climatique actuelle.**

**Andreas Mörikofer:**  
«Une collaboration exemplaire entre Confédération et économie.»



*Quelle est la valeur ajoutée apportée par les conventions?*

Les conventions consacrent une nouvelle forme de partenariat entre la Confédération et des groupes d'entreprises, en ce qu'elles engagent ces dernières à prendre des mesures volontaires afin de concrétiser les objectifs contenus dans la loi sur l'énergie et celle sur le CO<sub>2</sub>, ainsi que dans le programme *SuisseEnergie*. Par ailleurs, la Confédération reconnaît officiellement les mesures librement consenties et en tiendra compte lorsqu'il s'agira de se prononcer sur l'opportunité d'introduire une éventuelle taxe sur le CO<sub>2</sub> et d'en fixer le montant. Les entreprises qui s'engagent à obtenir des résultats pourront en contrepartie être exemptées de la taxe.

*Existe-t-il une réglementation détaillée à ce sujet?*

Les modalités d'application de cet instrument sont détaillées, pour l'industrie, l'artisanat et les services, dans la directive du 2 juillet 2001 «Mesures librement consenties visant à réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>». La directive est le fruit d'une collaboration exemplaire entre la Confédération (OFEN/OFEFP) et les représentants de l'économie.

*Que se passera-t-il si les mesures librement consenties ne suffisent pas?*

Le Conseil fédéral pourra introduire une taxe sur le CO<sub>2</sub>, mais seulement dès 2004. Conçue comme une taxe d'incitation, ses recettes sont redistribuées aux ménages et aux entreprises. Les entreprises peuvent s'y soustraire en concluant des engagements formels ou en convertissant les conventions auxquelles elles sont déjà liées en de tels engagements contraignants.

*L'économie joue-t-elle le jeu?*

Oui. A l'heure actuelle, plus de 600 entreprises réunies au sein de 40 groupes, œuvrent à la définition de leurs objectifs. En 2002, six groupes pilotes de l'*Agence de l'énergie pour l'économie*, de même que *cemsuisse* ont déjà soumis à la Confédération leurs conventions. Lors d'un audit standardisé, des experts ont jugé si elles étaient plausibles. Ce modèle pour l'instant unique au monde a ainsi passé son examen de maturité.

*Les conventions suffiront-elles à éviter une taxe sur le CO<sub>2</sub>?*

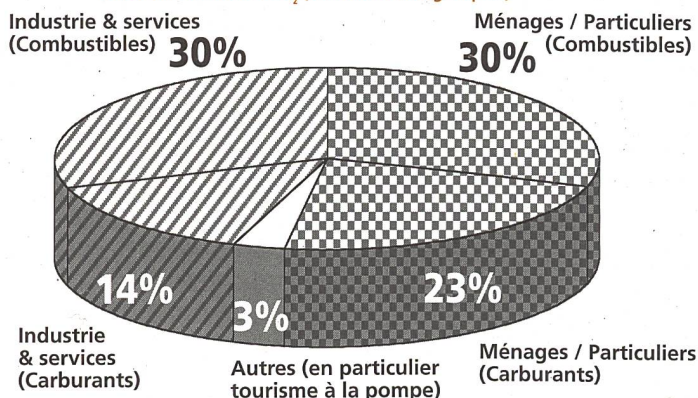
L'industrie et les services causent plus du tiers des émissions de CO<sub>2</sub> en Suisse. Et les dernières estimations en la matière (Prognos 2002) montrent qu'en l'absence de taxe, les conventions seules, aussi ambitieuses soient-elles, ne sauraient suffire à réaliser les objectifs de réduction fixés – parce que les ménages sont à l'origine d'une part significative des émissions, notamment par leur consommation de carburant. Cela dit, les conventions conclues avec l'économie apportent une contribution essentielle à la diminution des émissions et sont donc de nature à quelque peu réduire le montant d'une éventuelle taxe.

*Quelle est l'utilité des conventions?*

Les conventions ne profitent pas seulement aux entreprises publiques et privées – qui par ce biais optimiseront leur organisation, réduiront leur facture énergétique, seront exemptées de la taxe ou bénéficieront d'une redistribution – mais aussi aux futures générations qui vivront dans un environnement intact.

## Émissions de CO<sub>2</sub> en Suisse en 2001

total 41.4 millions t CO<sub>2</sub> (Émissions énergétiques)



Sources: Inventaire 2000/2001 des gaz à effet de serre en Suisse (OFEFP). Estimation sur la base du Microrecensement sur le comportement de la population en matière de transports 2000 (ARE). (Carburants)